

Le 24 mai 2023

## Les ordres d'expulsion continuent de s'abattre pour les étudiants étrangers

**La Plateforme de Lutte pour l'Amélioration des Droits des Étudiants Étrangers (PLADE) et la Fédération des Étudiants Francophones (FEF), demandent à la Secrétaire d'État à l'Asile et à l'immigration, Nicole De Moor, d'abandonner les ordres d'expulsion adressés aux étudiants en raison de problèmes de garants, et de revoir sa décision d'augmenter les seuils de revenus requis pour les garants. Ces mesures, entre autres, ne font qu'entraver l'accès à l'enseignement aux étudiants non-européens.**

En dépit de la manifestation de centaines d'étudiants le 11 mai 2023, les responsables politiques demeurent déconnectés de la réalité vécue par ces derniers. Les ordres d'expulsion continuent de s'abattre, menaçant gravement leur avenir. De plus, la décision d'augmenter de manière inatteignable le revenu requis pour les garants rajoute délibérément une complication à l'accès aux études pour ces étudiants. Certains sont des victimes directes de cette décision car, se tournant vers des personnes qu'ils pensaient dignes de foi, ils se sont retrouvés avec des prises en charge non authentifiées ; les exposant ainsi à des poursuites judiciaires, notamment des ordres de quitter le territoire.

Au quotidien, ces étudiants sont pris au piège d'un système administratif débordé, attendant anxieusement une réponse de l'Office des Étrangers pour obtenir leur titre de séjour. En raison de ces retards inacceptables, leur statut « provisoire » les prive ainsi de leurs droits fondamentaux tels que le travail, les soins de santé et la liberté de mouvement et de circulation.

Les témoignages d'étudiants au bord du gouffre se multiplient tous les jours. Mehdi, étudiant en droit, est toujours en attente de régularisation, malgré les démarches nécessaires effectuées. Tout en réussissant ses études, il reste coincé dans le statut précaire de l'Annexe 15 et risque chaque jour une expulsion injustifiée. N'oublions pas le cas de Junior Masudi Wasso qui n'a même pas eu l'opportunité de rentrer sur le territoire alors qu'il était totalement en ordre. Ces histoires révèlent l'impact dévastateur de la gestion administrative des étudiants non-ressortissants de l'UE.

Notre rencontre avec la Ministre, Valérie Glatigny, s'est avérée non concluante quant à l'amélioration de la situation des étudiants étrangers. Demain, jeudi 25 mai 2023, nous rencontrerons la Secrétaire d'État à l'Asile et à l'immigration, Nicole de Moor, pour réclamer des actions immédiates afin de remédier à l'urgence de cette situation inhumaine que subissent les étudiants non-ressortissants de l'UE.

**Nous ne laisserons pas les étudiants étrangers subir les décisions inéquitables d'un gouvernement déconnecté de la réalité. Tous les étudiants, quelles que soient leurs origines, ont le droit d'étudier dans des conditions dignes, adéquates et équitables. La PLADE et la FEF continueront leur combat ensemble, pour défendre tous les étudiants, et garantir un enseignement accessible et de qualité.**



Chargé de presse Plade · **Kemtsop dongmo Arthur** : 0465 10 63 84  
Porte-parole Plade · **Abdel Younous Nsounfon** : 0465 26 07 51  
Présidente FEF · **Emila Hoxhaj** : 0492 27 87 52